

La décision du risque total.

L'apport de Günther Anders à la compréhension des décisions extrêmes.

Frédéric Lemarchand

Trinity, Tchernobyl, biotechnologies et expérimentations sur la vie « grandeur nature », il semblerait bien que depuis plus d'un demi-siècle de « pronostic vital » de l'humanité fut engagé plus d'une fois et à plus d'un titre, le plus souvent au nom de la Raison et du développement des sciences et des techniques à laquelle on l'associe. La question de savoir comment évaluer les risques d'une expérience qui n'a jamais été tentée et quelle instance possède la légitimité de décider de la faire ou pas est donc posée. Peut-on courir le risque total – de destruction de toute vie sur terre, voire de la Terre – même si celui-ci est considéré comme improbable ? S'agit-il d'ailleurs d'une question de probabilité et de calcul du possible ou les mécanismes de la décision se situent-ils sur un, ou plusieurs autres plans de rationalité ? Plus de soixante ans nous séparent de la première expérience engageant l'humanité à courir le « risque total » et il semblerait qu'aucune leçon n'ait été tirée, ni de celle-ci, ni des situations de catastrophe avérées qui jalonnent la seconde moitié du XX^e siècle. Un philosophe autrichien, longtemps oublié et récemment republié en français, Günther Anders, a pourtant consacré une partie de son existence à penser, entre autres, la menace atomique et ses enjeux philosophiques, moraux et anthropologiques. Ses travaux, qui datent pour les premiers des années cinquante, n'ont en rien perdu de leur actualité dans la mesure où Anders s'attachait à exposer la nature des sociétés du risque collectif majeur dans lesquelles nous vivons toujours, et peut-être même *pour* toujours si l'on considère l'irréversibilité d'un certain nombre de maux déjà produits (pollution nucléaire à vie longue, mutagénèse, perte irrémédiable de la biodiversité, changement climatique global, fonte des pôles, etc.). L'auteur des *Commandements de l'âge atomique* (Anders, 2008) nous assigne donc une nouvelle tâche morale, celle de « réduire l'espace qui existe entre nos deux facultés : celle de faire des choses et celle de les imaginer ; à combler le vide qui les sépare ; en d'autres termes, il nous faut de toutes ses forces augmenter la capacité de notre imagination (et celle, encore plus réduite, de nos émotions) jusqu'à ce qu'elles soient capables (...) de saisir et de

concevoir, d'accepter ou de rejeter – bref : notre tâche consiste à élargir notre conscience morale ».

Penser ce que nous faisons : risque, vulnérabilité, catastrophe

Il existe au moins deux paradigmes pour penser « ce que nous faisons », ou du moins les conséquences négatives ou problématiques de notre agir technologique : le risque, d'une part, et la catastrophe, de l'autre. On a pour habitude de définir le premier par le produit d'un aléa (expression potentielle ou réalisée de la menace) par la vulnérabilité (ce qui va être affecté). La catastrophe, qui a fondé de nombreux courants de pensée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, notamment la découverte des camps et Hiroshima, exprime quant à elle littéralement l'idée d'un retournement, d'un renversement, par exemple de la promesse en menace. Nous reviendrons donc dans un premier temps sur les enjeux et limites de la notion de risque pour exposer ensuite la pertinence d'un « catastrophisme éclairé » (Dupuy, 2002), tels qu'il fut pensé par Anders dans l'analyse philosophique et anthropologique de la vulnérabilité de l'environnement et des hommes, et des nouveaux risques environnementaux.

En sciences humaines, le paradigme du risque a, en France, produit schématiquement trois grands types d'approches. Le premier s'appuie sur l'expertise scientifique comme principal moyen de résolution des crises sociales issues des situations de vulnérabilités environnementales et sanitaires. C'est la question que se posait Philippe Roqueplo (Roqueplo, 1997) lorsqu'il cherchait à circonscrire le rôle joué par les scientifiques dans le processus de décision politique. Cette question se pose bien évidemment dans les cas les plus divers, mais qui connaissent toujours un point commun : chaque fois, on est à l'interface de la connaissance et de la prise de décision, entre ceux qui produisent la connaissance et ceux dont le métier est de décider et cette interface, c'est l'expertise. Le deuxième, que nous pouvons qualifier de voie politique, repose sur l'étude des processus de décision et sur l'analyse des crises récentes afin de tenter de clarifier les principes d'action des décideurs privés et publics. Les travaux d'O. Godard et de P. Lagadec (Godard et alii, 2002), fortement inspirés par la « science politique », conduisent à la recherche d'une « gouvernance » des nouveaux risques combinant prévention, précaution et assurance. Le troisième enfin, économiste, cherche à trouver une issue dans le recours au marché et à l'économie libérale. Ainsi, D. Kessler et F. Ewald (Ewald, 1986) entreprennent en réalité, sur fond de société du risque, une « rénovation » idéologique du patronat en pensant le risque non plus comme une prérogative de l'entrepreneur justifiant le profit, mais en l'étendant à la société tout entière en partageant de manière simpliste la société entre les « riscophiles » et les « riscophobes ». Ces trois types

d'approche que nous présentons comme des idéaux-types, qui peuvent donc se présenter sous des formes plus ou moins hybrides et combinées, ont en commun de s'appuyer respectivement sur les trois piliers institutionnels de la Modernité, sans les remettre fondamentalement en cause, que sont la Science, l'Etat et le Marché. Or, il est indéniable que la redistribution des enjeux scientifiques, politiques et économiques qui s'opère autour des risques environnementaux ne saurait ignorer la nécessité de prendre en compte la volonté de la société civile sur la scène du risque, comme l'atteste l'émergence d'un « tiers secteur scientifique » ou d'une « science citoyenne », mais aussi de nombreuses formes d'opposition organisée (telles les faucheurs volontaires d'OGM ou des collectifs comme « Pièce et main d'œuvre ») à la libre diffusion des nouvelles formes de menaces technologiques. Plus fondamentalement, les approches en terme de risques, qu'ils soient avérés ou potentiels, ne remettent pas en cause radicalement, c'est-à-dire à la racine, les logiques politico-économiques qui oeuvrent à l'origine de la production des menaces en question qui pèsent sur les hommes, les milieux et les régimes démocratiques. C'est le cas des auteurs majeurs en sciences humaines en France, tels P. Lascoumes (Calon et alii, 2001) ou C. Gilbert (Gilbert, 2003). La légitimité des trois « piliers » du projet moderne à l'œuvre dans la dynamique du développement industriels et technologique des cinquante dernières années est pourtant sérieusement entamée, en particulier par les nombreuses crises qui ont ponctué les deux dernières décennies : le « mensonge » de Tchernobyl, l'« affaire » du sang contaminé, la « crise » de la vache folle, le « scandale » de l'amiante, etc. Il apparaît finalement dans toutes ces situations que l'Etat, par l'intermédiaire de ses représentants, a failli à ses missions fondamentales de protection des citoyens, que la Science n'est plus seulement l'activité rationnelle et désintéressée par laquelle le plus grand bonheur du plus grand nombre devait advenir, mais une technoscience opératoire et sans conscience, étroitement soudée aux intérêts des lobbies industriels, et que le Marché n'est plus le lieu autorégulateur des échanges et des passions parmi les hommes mais un système de destruction organisé et mondialisé dépourvu de tout souci d'humanité.

Il paraît donc délicat de produire un raisonnement sociologique et anthropologique sur ces nouveaux faits sociaux, inédits et complexes, liés au développement du productivisme en ramenant les analyses à un seul dénominateur commun, la notion de *risque*. Tout bien considéré, le risque n'apparaît-il pas finalement comme étant la manière appauvrie et réductrice dont l'homme des sociétés technoscientifiques, qui ne parvient plus à donner *sens* à son malheur, tente malgré tout de rendre compte de ce qui lui arrive pour les seuls moyens

dont il dispose, c'est-à-dire le calcul ? Il rend aussi compte, par là même, de ce qu'il a produit, mais il ne peut en avoir conscience puisque l'expression quantifiée qu'il en a donnée le prive, comme nous allons le voir, de tout regard critique et de toute vue d'ensemble sur les *processus* qu'il a mis en oeuvre. Par son expression quantifiée et abstraite, dépourvue de substance, le risque comme aléa statistique nous éloigne de nos responsabilités, nous dépossède de toute autre manière de penser que la pensée calculante, au point qu'il finit par présenter comme *naturelles* et anhistoriques, les conséquences de l'agir technologique alors que nous n'avons affaire, en vérité, qu'à des *choix* de développement. Si nous pouvons penser les sociétés modernes démocratiques sur les bases mêmes de leur propre indétermination (Lefort, 1998), c'es-à-dire des sociétés libres de choisir leur histoire, force est de constater également que celles-ci ne sont plus capables de protéger leurs citoyens d'une montée des périls sanitaires et environnementaux liés à la nature même de leur développement. On ne peut donc réduire cette réalité à la seule perspective d'une « gestion des risques », notion qui s'est développée avant tout dans le domaine de la calculabilité et de la prévision propre aux sciences dites « exactes » et qui a tardivement gagné les sciences humaines de plus en plus sollicitées dans le cadre de la mise en oeuvre de dispositifs assurantiels, qu'ils soient préventifs ou réparateurs. Seule une attitude de vigilance à l'égard de notre plus grande vulnérabilité permettra de mieux connaître les figures de la menace et, surtout, comment elle *prend forme* dans une société donnée à une époque donnée.

Prises de « risque total »

Le 16 Juillet 1945, dans le désert du Nouveau Mexique, la première bombe atomique, issue du projet Trinity explosa, finalisation du projet Manhattan lancé par les États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'au dernier moment, de multiples doutes portèrent sur la viabilité et les dangers potentiels de cette première expérience : Edward Teller avait en effet établi qu'existait un risque d'embrasement de la totalité de l'atmosphère et donc une destruction immédiate de toute vie sur terre. Cette estimation fut revue et corrigée pour ensuite être ramenée à une probabilité – jugée négligeable - de un trois millionième... et l'on procéda à l'essai. Quelques semaines plus tard, suite à ce premier « essai », après le largage des bombes sur des villes japonaises, Leo Szilard, l'un des co-initiateurs du projet, dira : « C'est un jour noir pour l'humanité ». Robert Oppenheimer lui-même, maître scientifique du projet, dira en 1948 que les physiciens ont « connu le péché ». La plupart, toutefois,

continueront leur collaboration avec les militaires pour développer la bombe H, encore plus puissante. Il faut dire que le 16 juillet 1945, à l'heure où leur entreprise se concrétisa, rares furent les scientifiques qui regrettèrent leur réalisation. Dans un livre de conversations sur ses souvenirs de Los Alamos, Richard Feynman explique même qu' « après l'explosion, il y eut une formidable excitation à Los Alamos. Tout le monde faisait la fête (...). Je me souviens que Bob Wilson était assis là et semblait broyer du noir. "A quoi penses-tu ?", lui ai-je demandé. "C'est terrible, ce que nous avons fait là ", a-t-il répondu. » (Le Monde, 2005).

Avril 1986. Il y a vingt-trois ans, le réacteur n°4 de la centrale Lénine, destinée à devenir la plus grande usine de production d'électricité nucléaire au monde – en fait, surtout de plutonium militaire destiné à l'armement –, explosait dans des conditions que nous persistons encore souvent à vouloir ignorer. Loin d'être un accident lié au pur hasard, la catastrophe de Tchernobyl découle de la mise en œuvre d'une véritable expérience sur le réacteur : il s'agissait de voir comment, en cas d'arrêt d'urgence du système, on pouvait utiliser le dégagement calorifique résiduel pour la production supplémentaire d'énergie électrique. Au moment de l'expérience, la puissance du réacteur chuta brutalement et il s'ensuivit, suite à une série d'opérations mal maîtrisées, une explosion thermique qui eut pour effet d'éventrer le réacteur et de provoquer un incendie de plusieurs dizaines de milliers de tonnes de graphite ultra-radioactif qui se répandirent ensuite sur l'ensemble de l'hémisphère nord. Mais il y a plus grave et, là encore, ces faits sont ignorés de la majeure partie des populations européennes, pourtant les plus directement concernées. Ainsi, le Pr. V. Nesterenko, de l'Académie des sciences du Belarus, qui fut l'un des physiciens nucléaires directement en charge de la liquidation des conséquences de l'accident a écrit : « Mon opinion est que nous avons frisé à Tchernobyl une explosion nucléaire. Si elle avait eu lieu, l'Europe serait devenue inhabitable » (Ackerman, Grandazzi, Lemarchand, 2006). Il avait en effet estimé, avec ses collaborateurs du département de la physique des réacteurs de l'Institut de l'énergie atomique de l'Académie des sciences de Biélorussie, que 1300-1400 kg du mélange uranium+graphite+eau constituaient une masse critique susceptible de provoquer une explosion, atomique cette fois, d'une puissance de 3 à 5 Mégatonnes, entre 50 et 80 fois la puissance de l'explosion d'Hiroshima. Il suffisait que la masse en fusion du réacteur percât la dalle de béton sur laquelle il reposait et pénétrât dans les chambres de béton pleines d'eau pour que soient réunies toutes les conditions favorables à une explosion atomique. Une explosion d'une telle puissance pouvait provoquer des lésions radiologiques irréversibles sur les habitants d'un rayon de plus de 300 km (englobant les villes de Minsk et de Kiev, deux

capitales) et toute l'Europe pouvait se trouver victime d'une forte contamination radioactive rendant toute vie normale impossible. A titre d'exemple, les retombées d'une explosion d'une puissance d'une Mégatonne « seulement » entraînent plus de 90% de mortalité jusqu'à 100 km. On peut donc dire que la décision de l'expérimentation qui se déroula entre le 25 et le 26 avril, était aussi celle du risque total.

En 1972, l'américain Paul Berg et ses collaborateurs réalisent la première tentative de transgénèse en intégrant un fragment d'ADN de virus cancérigène dans le génome de la bactérie *Escherichia Coli* présente à l'état naturel dans le tube digestif humain, ceci afin de démontrer la possibilité de recombinaison, *in vitro*, deux ADN d'origines différentes. Devant l'inquiétante puissance des outils qu'ils venaient de fabriquer, les scientifiques, inquiets, décidèrent, lors d'une conférence à Asilomar, d'un moratoire. Celui-ci sera levé en 1977, et en 1980, la Cour Suprême des États-Unis reconnaît la légalité du principe de brevetabilité du vivant pour une bactérie génétiquement modifiée. Cette décision juridique est confirmée en 1987 par l'Office Américain des Brevets, qui reconnaît la brevetabilité du vivant, à l'exception de l'être humain. Toutefois, il s'ensuit, après ces premiers pas, une accélération fulgurante de la production de biotechnologies en milieu non confiné, au risque là encore de produire des effets totaux et irréversibles sur la biosphère. En 1993, l'hormone de croissance bovine recombinante, destinée à rendre les vaches laitières plus productives, est autorisée à la commercialisation aux États-Unis par la Food and Drug Administration. Interdite dans l'Union européenne et au Canada, elle est autorisée dans de nombreux pays. En 1994, la première plante génétiquement modifiée est commercialisée, la tomate « flavr savr », conçue pour rester ferme plus longtemps une fois cueillie. Abandonnée pour des raisons gustatives, elle inaugurerait la mise en culture des dizaines de plantes génétiquement modifiées qui sont désormais commercialisées dans le monde. Depuis les années 1995 - 1996, la société Monsanto commercialise, principalement aux États-Unis, de nombreuses variétés de soja, de blé, de coton et de maïs tolérant l'herbicide non sélectif « Roundup ».

Avril 2008. Deux juristes américains assignent le Centre européen pour la recherche nucléaire (Cern) devant la Cour fédérale de Hawaï. Wagner et Sancho proclament que les scientifiques ont sous-évalué la possibilité que l'accélérateur de particules produise, entre autres catastrophes, un petit trou noir qui pourrait « aspirer la Terre ». Ils considèrent également que le Cern n'a pas réussi à évaluer l'impact sur l'environnement du LHC (Le Grand collisionneur de hadrons qui pourra parvenir à une énergie jamais atteinte à ce jour

dans un accélérateur de particules), comme le requiert le National Environmental Policy Act...

Catastrophe technique ou politique ?

S'il devient urgent, aux yeux de certains, de retrouver le sens des limites au sein des sociétés technoscientifiques, c'est que ces dernières ont été fondées précisément sur le principe d'une obsolescence généralisée de tout ce qui, jusqu'à l'âge de la modernité industrielle, a pu servir de garde-fou à l'égard du progrès technique, ou plus largement des effets de ce qu'il est convenu d'appeler le développement et son corollaire, la croissance. Le processus déjà ancien de destruction des limites et des frontières nous a conduits à la problématisation de ce que nous avons choisi de nommer les sociétés épidémiques (Lemarchand, 2000 ; 2007). La question de l'agir humain, et en particulier de l'agir technologique, occupe une place centrale dans la mesure où ce qui arrive, ce qui nous arrive, est désormais indissociable de ce que nous faisons. En d'autres termes, nous produisons nos propres maux (crises sanitaires ou financières, maladies environnementales ou catastrophes technologiques) en même temps que nous sommes condamnés à les subir. Al Gore, ancien candidat à la Présidence américaine et auteur de la célèbre conférence filmée intitulée « Une vérité qui dérange » disait, non sans ironie, « voici le premier film catastrophe dans les responsables et les victimes sont dans la salle ». Nous ne pouvons donc plus nous reposer sur les évidences du progrès et du développement sans nous retrouver du même coup condamnés à devoir penser la portée de nos actes et, par conséquent, ce que nous faisons. Cette question est d'autant plus décisive que d'une part, chacune de nos actions quotidiennes, si banales soient-elles, (utiliser un véhicule individuel, allumer la lumière ou consommer des produits de l'agriculture industrielle) nous engage dans des processus globaux dont nous n'avons pas la maîtrise et que, d'autre part, les enjeux sont devenus si globaux qu'ils concernent désormais la survie de l'espèce humaine, le maintien de la biodiversité ou encore la reproduction de toutes les espèces animales¹. Depuis 50 ans, la production de spermatozoïdes dans l'espèce humaine a diminué en moyenne de 50 % ; dans les pays occidentaux, le nombre de cancers du testicule ne cesse de croître ; au Danemark, on constate une hausse de 400 % en soixante ans ; le nombre de malformations congénitales de l'appareil reproducteur masculin augmente également ; des populations de poissons de certaines rivières se féminisent ; de plus en plus de

¹ Voir le documentaire de Sylvie Gilman et Thierry de Lestrade « Mâles en péril », ARTE, prix Europa 2008 du meilleur programme télévisé.

malformations sexuelles et de cas de stérilité sont observés chez les phoques, les oiseaux, les alligators, les grenouilles ; des études sur la faune montrent une dévirilisation croissante des espèces. Le lien entre la féminisation de la nature d'un côté et la diminution du nombre de spermatozoïdes chez l'homme de l'autre a fait l'objet de nombreuses et récentes publications scientifiques tant aux États-Unis qu'en Europe suite à la formulation de cette hypothèse audacieuse. On a ainsi pu mettre en évidence que certains facteurs environnementaux d'origine humaine sont responsables de ces pathologies et de ces malformations, notamment de nombreuses molécules mises sur le marché par l'industrie chimique : PCB, DDT, retardateurs de flamme, phtalates, pesticides... qui agissent sur le système hormonal - on les désigne sous le terme de « perturbateurs endocriniens » - et qui provoque ainsi une féminisation du monde. La gravité des faits rapportés impose que l'on s'y intéresse de très près dans la mesure où à travers la fertilité, c'est l'avenir de l'humanité est en jeu. Si le phénomène se poursuit – et qu'est-ce qui pourrait l'arrêter ? - rien n'empêche de penser que la survie de l'espèce – voire *des* espèces – en passera nécessairement par des techniques de reproduction mécanisées et standardisées,... et les pires craintes des auteurs de science-fiction qui comprirent dès le début du XXème siècle que système technique et régime politique étaient étroitement liés, dans la production du totalitarisme, seront réalisées.

Imaginer l'impossible : l'apport de Günther Anders

La problématique à l'élaboration de laquelle nous allons nous attacher se situe au cœur de la triade : décision, responsabilité et éthique. En d'autres termes, il s'agit d'évaluer : ce que nous faisons, au nom de quoi nous agissons, et dans quelles limites. Pareille réflexion a déjà pris corps dans différents courants de pensée propres à la seconde moitié du XXème siècle, telles que l'écologie politique, et en particulier chez deux auteurs phares de la philosophie morale et de la technique : le philosophe allemand Hans Jonas auteur du fameux *Principe responsabilité*, qui constitue une référence incontournable pour tout questionnement éthique depuis les années quatre-vingt, et le - moins connu – philosophe autrichien Günther Anders, dont nous proposons de présenter l'apport essentiel que sa pensée peut selon nous constituer dans le cadre de cette réflexion.

Günther Anders fut l'un des premiers intellectuels, avec l'écrivain Albert Camus, à saisir le véritable sens des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki. Loin de l'enthousiasme

consensuel des alliés qui s'apprêtaient à se partager le monde en 1945, Anders vit dans ces deux événements et surtout, dans leur répétition, les prémices d'une grande transformation qui allait affecter de manière irréversible le statut du genre humain tel qu'il demeurait depuis son origine. Nous sommes ainsi passés, avec l'apparition de la menace nucléaire et donc du risque total, du « genre des mortels » à celui de « genre mortel ». Cette discrète mutation du statut, non pas de tel ou tel humain, mais de l'humanité entière nous a, écrit-il, transformés en un genre nouveau. Ceci doit, ou devrait, nous conduire à revisiter et refonder les références morales héritées des Lumières, notamment la philosophie Kantienne, afin de prendre en compte l'infinie portée de nos actes, saisis dans une perspective globale et systémique (comme le processus Mutual Assured destruction, destruction mutuelle assurée, propre à la logique de la guerre froide, allait en devenir une parfaite illustration) récemment analysé à nouveaux frais par le philosophe J-P. Dupuy (Dupuy, 2005). Du haut de son infinie liberté, et une fois privé des références divines et de la tradition, l'homme moderne est devenu libre, c'est-à-dire libre de faire le mal, fut-il absolu. A la question de savoir si ce risque total conduirait à un suicide de l'humanité, nous pourrions répondre oui dans la mesure où tout suicide repose sur la liberté de celui qui le commet, mais nous pouvons aussi nuancer la réponse, avec Anders, en replaçant celle-ci dans une perspective plus sociologique et moins abstraite : force est de constater que la majeure partie de l'humanité ne souhaite pas mourir, et qu'en l'occurrence, une minorité d'humains, au cœur des systèmes technocratiques, décide pour les autres.

Questionnant, un jour dans un train, un compagnon de voyage sur sa conscience de cette possible apocalypse – prise ici dans le sens non religieux du terme – Anders s'entendit répondre : « De toute façon, on crèvera tous ensemble ». Et le philosophe de s'étonner qu'une question aussi fondamentale ne semble pas pouvoir atteindre les sentiments ni toucher la conscience morale d'un citoyen ordinaire, d'un « honnête homme » aurait-on dit au siècle des Lumières. Il nous est arrivé d'être confronté à semblable situation dans le cadre d'enquêtes réalisées autour des installations nucléaires du Nord-Cotentin (Dupont, 2002), l'une des régions les plus nucléarisées du monde². En effet, des riverains de la centrale de production d'énergie nucléaire de Flamanville, dont les habitations se situent littéralement « au-dessus de l'usine sise en contrebas au pied de la falaise, estimaient eux aussi qu'ils « crèveraient tous

² Y figurent l'usine de retraitement des déchets nucléaires d'Areva, la Direction de la Construction Navale qui fabrique des sous-marins à propulsion nucléaire, le site des stockage de déchets nucléaires de l'Andra, la centrale nucléaire EdF de Flamanville,... et une déchetterie « sauvage » créé dans les années soixante à quelques kilomètres de la côte, dans la fosse des Casquets.

ensemble ». Cette perspective d'une disparition immédiate, et presque « sans douleur », leur épargnait pour le coup d'avoir à affronter la terrible question de savoir, comme c'est le cas à Tchernobyl (Ackerman et alii, 2006), ce qui se passerait après l'explosion. Il y a fort à parier que la majeure partie de l'humanité réagira de la sorte face à la menace d'une catastrophe globale, n'opposant finalement pas de résistance à la perspective du pire. Anders, reconstituant la logique, plus ou moins consciente, de son interlocuteur, en arrivait au raisonnement suivant : la catastrophe ultime, produit de ce que nous avons décidé de nommer le risque total, comme fin du monde, ne menace pas que la personne, elle menace aussi tous les autres : donc le danger ne me menace pas personnellement ; par conséquent, il n'y a pas besoin de m'inquiéter ou de me pousser à agir personnellement. Une catastrophe qui menace l'humanité – pensons au changement climatique ou à la sixième extinction des espèces (Séralini, 1997) – est si grande, hors dimensionnement, qu'elle en devient abstraite.

Plus fondamentalement, l'apport de la pensée d'Anders concerne la vaste et déjà ancienne question de l'autonomie de la technique. Si l'on entend par technique tout ce qui entre d'une manière ou d'une autre dans le registre des *moyens* destinés à réaliser une fin, c'est-à-dire les savoir-faire, mais aussi les instruments, les machines - et mêmes les sous-produits sous la forme de déchets et pollutions -, nous pouvons considérer que la technique nous décharge de nos responsabilités. Nous ne sommes donc plus, de ce point de vue, des acteurs, mais des co-agents des systèmes techniques. Les penseurs de la technique³ prennent souvent l'exemple historique du chef de gare qui, par la simple répétition des gestes quotidiens dans l'exercice de son travail, en aiguillant et faisant circuler les trains, a permis l'acheminement des convois transportant plus de six millions d'êtres humains vers les camps d'extermination. Ainsi, la banalité de l'activité humaine articulée à un système technique dont nous ne percevons plus la finalité ni les implications, peut engendrer la pire des catastrophes : « La catastrophe est si grande qu'elle nous décharge de notre peur, comme les grandes entreprises auxquelles nous collaborons nous déchargent de notre responsabilité » (Anders, 2007). Il est aisé de mettre en évidence l'effet systémique qui, par dilution des responsabilités individuelles, autorise la production de désastres globaux. C'est le cas de la crise financière produite par la sommation et l'interaction des petites jouissances spéculatives individuelles, ou encore de la destruction des ressources vitales planétaires liées au processus de consommation de masse. Philippe Roqueplo, alors qu'il réfléchissait la question de

³ Citons N. Berdiaef, E. Junger, Lewis Mumford, Jacques Ellul, Ivan Illich, H. Arendt et bien sûr G. Anders, pour n'en mentionner que quelques uns.

l'expertise, écrivait : « Aussi bien l'ouvrier et l'ingénieur qui fabriquent le ciment, les pesticides ou les réacteurs nucléaires sont-ils bien davantage que des fabricants de ciment, de pesticides ou de réacteurs, car ce qu'ils fabriquent n'est rien de moins *que la société même où nous vivons*. L'étonnant est qu'ils en aient la plupart du temps si peu conscience » (Roqueplo, 1983).

Posant ensuite la question de l'intentionnalité, Anders en est arrivé à conclure à ce qu'il a nommé la « loi de l'innocence », que nous pourrions traduire par la formule : « plus grand est l'effet, plus petite est la méchanceté requise pour le produire ». Prenons l'exemple de la guerre, qui reste une perspective réelle de menace pour l'humanité, en tout cas beaucoup plus sérieuse que n'ont voulu le faire croire les idéologues de « l'arme de Paix » au temps de la guerre froide (Le Monde, dossier et document, 2009)¹. La guerre, comme se sont attaché à le montrer Paul Virilio (Virilio, 1980, 1984, 1992, 1993) est aujourd'hui médiée et médiatisée, au point qu'on a pu poser la question de l'existence même de sa réalité (Baudrillard, 1991), ce qui ne signifie pas qu'elle ne soit pas bien réelle. L'acte de guerre requiert écran, bouton, précision technique et concentration, bref, tout le contraire de la haine barbare et de la pulsion que l'on prête – probablement à tort – à la figure du combattant ancien. Cette question n'est, elle non plus, pas nouvelle : les pilotes des bombardiers de la seconde guerre mondiale reconnaissent, quel que soit le camp, avoir éprouvé dans leurs missions lorsqu'ils pouvaient, sous des cieux cléments, apercevoir les populations des villes qu'ils avaient pour mission de bombarder (Sebald, 2004). La cécité face à l'apocalypse – le déluge de feu qu'ils allaient déverser sur des civils – était donc la condition de possibilité de la réalisation de leur mission. Or, pour Anders, « que le tableau de commande serve à mettre en marche une machine à fabriquer des glaces ou à déclencher une catastrophe finale, l'attitude ne change pas, cela fait aucune différence » (Anders, 2007). Comme l'exprime si bien le langage commun, lorsqu'on obéit, on ne doit pas « faire de sentiment » : « ...on me demande d'appuyer sur le bouton, je suis absous du bien et du mal, je ne peux pas haïr, j'en suis même incapable » (Anders, 2007). Exclue de toute chose morale, isolé dans un segment et destiné à exécuter une tâche parcellisée, le travailleur – ou plus exactement, l'opérateur – se retrouve coupé de toute éthique et ne participe d'aucune intention de nuire ou de faire le mal. Son « aveuglement face à l'apocalypse » (Anders, 1995) vient de la situation « a-sentimentale » dans laquelle l'a plongé l'impératif technique, ni pour le bien, ni pour le mal, juste pour l'efficacité et la recherche de la performance. « Le geste qui décidera du début de l'apocalypse, écrit encore Anders, ne se distinguera d'aucun geste technique et sera accompli

avec ennui pour un quelconque employé qui suivra innocemment l’instruction d’un signal lumineux » (Anders, 2007). Los Alamos, Tchernobyl, l’essai du CERN, à chaque fois la plus parfaite innocence caractérise l’attitude de celui, de tous ceux qui auront pressé un bouton, appliqué une procédure, ou même pris la décision de prendre le risque total. Le modèle de référence aura toujours été, pour le philosophe, celui des membres d’équipage des avions qui ont bombardé Hiroshima et Nagasaki. Dans tous les cas, la liaison entre l’acte et l’effet a été détruite, par la médiation technique et par un long travail de conditionnement, sauf dans un cas auquel Anders va s’intéresser en particulier lorsqu’il lui a été permis de rencontrer Claude Eatherly, le pilote de l’un des avions météorologique qui accompagnait Elona Gay le 6 août 1945 (Anders, 1962) avec lequel il échangera une longue et riche correspondance.

Ainsi en est-il de la condition du travailleur au sein d’un système technique de plus en plus perfectionné et développé – désormais mondialisé – condamné à ne pas savoir les conséquences de ses actes. Tout « développement » d’un secteur, mesuré en termes de « croissance » économique, se paye inmanquablement d’un appauvrissement (humain ou écologique) ailleurs et/ou différé (Rist, 1996/2007). Nous en devenons d’autant plus conscients, dans notre vieil Occident, que la polarité s’inverse désormais : toute expansion économique et industrielle des pays émergents contribue à l’élimination des pans entiers du salariat européen ou américain, sans que jamais personne n’ait eu l’intention de nuire à quiconque. Au sein d’entreprise devenues hors-dimensionnement de par la taille et la complexité de leur organisation (qu’il s’agisse de production, de distribution ou de consommation), l’agent ne sait non seulement plus ce qu’il fait, mais il ne s’aperçoit pas encore qu’il fait quelque chose : son action est camouflée, nous dit Anders, en « travail », un geste à accomplir, une liste çà établir... Les criminels de guerre nazis, pour leur défense lors de leur jugement, affirmaient avoir « seulement » fait le mal, mais ne pas l’avoir voulu⁴. Ils n’étaient pas, selon eux, coupables, et donc dégagés de toute responsabilité morale dans la mesure où ils n’avaient fait qu’obéir, tout comme les personnalités impliquées cinquante ans plus tard dans l’affaire du sang contaminé en France se déclareront « responsables mais pas coupables ». Cette formule, largement reprise par la presse, pourrait constituer une sorte de doctrine pour notre époque de catastrophes d’origine humaine : nous produisons le mal physique mais récusons toute idée de faire le mal moral puisque nous ne l’avons pas voulu, puisqu’il ne s’agit que de la conséquence, voire de la conséquence de la conséquence,

⁴ La question de savoir s’il s’agissait d’une pure stratégie de défense a été soulevée, notamment après la publication de l’ouvrage d’Hannah Arendt *Eichmann à Jérusalem*, Gallimard, folio histoire, 1986.

imprévisible, de nos actes. La question est d'autant plus pertinente pour qui s'intéresse à la décision, que des actes sont dorénavant de plus en plus commis sans intervention humaine, par des automates programmés ou, pire, des systèmes experts ou encore dits « intelligents ». Cette dimension de l'agir technique, Anders l'avait nommé troisième révolution industrielle, caractérisée par le fait que des machines pourraient désormais concevoir et fabriquer des machines. De la riposte nucléaire à la sécurité aérienne⁵, de la vidéosurveillance (avec analyse optique automatisée) à la gestion financière télématique, de nombreux secteurs de l'activité humaine semblent désormais soumis à cette nouvelle forme d'intelligence que nous avons su programmer en dehors de l'humain et qui pris le nom – religieux – d'ordinateur.

D'une certaine manière, on peut dire que les OGM à pesticides cultivés dans le monde, en tant qu'ils constituent des formes de vie fabriquées à partir d'éléments « radicalement non naturels »⁶, les gènes modifiés par l'homme, prolifèrent au-delà de toute possibilité de contrôle humain. De très nombreuses alertes ont déjà eu lieu quant à l'hypothèse d'une pollution biologique planétaire incontrôlable et irréversible. La frontière entre nature et technique est de plus en plus floue, au point qu'il nous est permis de parler du monde comme production d'une technonature, d'une nature hybride où se mêlent produits techniques et éléments biologiques, espèces naturelles et artifice humain. Si la présence détectée de plusieurs centaines de traces de polluants sur l'ADN de dizaines de parlementaires européens (autre étude ? sur embryon) est déjà le signe de ce qu'il n'existe plus aucun élément « naturel » qui ne porte la trace de l'activité humaine et qui, le plus souvent, y scelle son destin (note sur les cancers environnementaux et la multifactorialité), la convergence actuellement à l'étude entre les nanotechnologies, les biotechnologies et les sciences de l'information semble annoncer la plus grande révolution dans les sciences – mais aussi dans le monde – depuis l'apparition de la Science moderne au XVII^e siècle. Les Grecs avaient appelé *physis* la nature qui s'organise sans intervention humaine, qui se débrouille sans nous. Il semblerait que le système technicien ait relayé la *physis* des Anciens en devenant de plus en plus autonome dans son développement, non pas au sens où les machines se seraient doté d'un projet particulier⁷ pour l'homme ou pour elle-même, mais au sens où l'autonomie de la

⁵ Les avions n'ont quasiment plus besoin de pilotes, donc d'intervention humaine

⁶ La structure de l'ADN des OGM ne pourrait se trouver sous cette forme dans la nature. Si le code génétique de chaque espèce est amené à muter naturellement dans la longue durée, l'agir humain produit quant-à-lui des formes de vies que l'on peut considérer de ce point de vue comme des « artificielles » (un « pomme-de-terre » contenant un gène de chien par exemple).

⁷ De nombreuses fictions ont déjà élaboré une telle hypothèse. Il s'agit en général de supplanter l'humain pour augurer un nouveau règne dans l'histoire des espèces, celui des machines perfectionnées.

technique (des moyens) signifierait un abandon de nos responsabilités face aux conséquences de nos actes par incapacité à sortir de notre cécité. Qu'il s'agisse de la recherche d'une plus grande intégration de l'homme au système technique par stratégie d'adaptation en quelque sorte, qu'il s'agisse d'une anesthésie malheureuse de nos sentiments et de nos facultés, ou plus trivialement d'une paresse morale et intellectuelle, la question revient à tenter de savoir si, comme l'a encore pensé Anders, nous sommes « condamnés à faire ce que nous sommes capables de faire », auquel cas aucune parade contre le risque total et la faillite de l'humanité ne semble envisageable. A en juger l'accroissement de la puissance technique au cours du XXème siècle⁸, il ne fait aucun doute que l'agir technologique du XXIème siècle, qu'il soit accidentel ou intentionnel, engagera de plus en plus le sort de l'humanité pour mettre en œuvre la prise du risque total. Au contraire, seule la mobilisation de collectifs suffisamment puissants permettra de fonder une éthique pour les sociétés technoscientifiques. Il semblerait que le droit constitue pour l'instant un rempart encore assez puissant pour être doté d'une certaine efficacité⁹, surtout lorsqu'il est articulé au travail des organisations issues de la société civile¹⁰.

Pour conclure, il y a dans la prise de décision du risque total deux dimensions : l'une, politique, l'autre systémique et technique. La première peut être régulée par des collectifs démocratiques (Criigen, association « science citoyenne », etc) et questionne le fondement de nos régimes politiques. Une « démocratie technique » est-elle en train de naître sur la base de l'essoufflement des modes de régulation des risques antérieurs, comme le pense Ulrich Beck (Beck, 1986/2003) ? N'assiste-t-on pas, au contraire, à la poursuite, voire à l'amplification du processus d'autonomisation de la technique, devenu incontrôlable, dont la récente crise financière mondiale pourrait être un avatar ? Si la dimension politique du risque technique (c'est-à-dire industriel, financier, sanitaire,...) repose sur des capacités bien visibles qu'aura la société civile à se saisir de ces questions, la seconde, dépend de notre capacité à résister à la

⁸ L'accident de Tchernobyl en est un formidable révélateur : l'accident industriel passe désormais de l'échelle locale à l'échelle planétaire, avec des effets durables pour plusieurs millions d'années (durée de vie du plutonium). Rappelons également qu'il y avait plus de puissance concentrée dans le premier essai atomique que dans toutes les guerres napoléoniennes.

⁹ Les promoteurs de biotechnologies qui devaient révolutionner les pratiques agricoles, mais aussi alimentaires, annonçaient triomphalement au début de la décennie quatre-vingt-dix que la majeure partie de l'Europe serait couverte d'OGM « dans dix ans ». Or les OGM en Europe n'occupent au final, suite à la mobilisation de la société civile, que 0,01% des surfaces cultivées, soit de l'ordre de cent fois moins que l'agriculture biologique, après que les firmes biotechnologiques aient dépensé des millions de dollars en communication (souvent mensongère) et produit un incessant travail de lobbying auprès de l'Europe et des Etats membres.

¹⁰ Tel que l'a mis en évidence la récente recherche européenne PSx2 (Participation dans les sciences et science participative). Il s'agissait d'analyser la manière dont la société civile a accompagné, questionné, évalué le développement des biotechnologies agricoles dans sept pays d'Europe. DG XII, 2006-2008. Le rapport français est accessible sur le site du Criigen à l'adresse : <http://www.criigen.org/content/view/236/113/>

tentation de remettre notre destin dans les mains de la technique en substituant (notamment dans les lieux même de la décision) la machine à l'homme. Les deux sont liées et ne peuvent être pensées qu'ensemble pour une tentative de construction d'une nouvelle éthique pour les sociétés technoscientifiques. Les décisions, prises par des collectifs aux dimensions jamais atteintes (gouvernement planétaire, G20, Europe) comme par des individus dans l'interaction et la sommation de milliards d'actions locales engendrent des effets globaux, engageant désormais de plus en plus la survie de l'espèce humaine. Si nous sommes, comme le pensait Anders, depuis 1945, une espèce *en sursis*, la question est donc de savoir comment en repousser indéfiniment l'échéance. L'approche catastrophiste, qualitative et complexe, développée par la philosophie ou la socio-anthropologie en réaction au concept de *risque* qui, abstrait, anhistorique et purement statistique, tend à nous éloigner de nos responsabilités, mériterait d'être ressaisie par les gestionnaires et producteurs des nouveaux risques totaux, sans quoi ... les catastrophes risquent de se produire. Pour se faire, une relecture attentive de l'œuvre de Günther Anders nous semble pouvoir constituer un début d'élargissement de nos facultés atrophiées et de notre conscience morale.

Bibliographie

- Ackerman G. et alii, *Les Silences de Tchernobyl*, Autrement, 2006.
- Anders G., *Avoir détruit Hiroshima*, Robert Laffont, 1962.
- Anders G., *De la bombe et notre aveuglement face à l'apocalypse*, Titanic, 1995.
- Anders G., *Le Temps de la fin*, Paris, L'Herne, 2007.p.
- Anders G., *Le temps de la fin*, Paris, L'Herne, 2007.
- Baudrillard J., *La guerre du golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991.
- Callon M., Barthe Y., Lascoumes P., *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, 2001.
- Dupont Y. (dir.), L. Bocéno, G. Grandazzi, F. Lemarchand, *Dynamiques de production et de réception de l'information sur l'eau entre institutions et société civile. Trois exemples dans le Nord-Cotentin*, Rapport pour le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, programme « Environnement et santé », mai 2002, 134 p.
- Dupuy J.-P., *Petite métaphysique des tsunamis*, Paris, Seuil, 2005.
- Gilbert C. (Dir.), *Risques collectifs et situations de crise. Apports de la recherche en sciences humaines et sociales*. Paris : L'Harmattan, 2003.
- Le Monde (Rubrique Sciences), 17/7/2005 : « Il y a soixante ans, la première bombe A de l'histoire explosait ».
- Le Monde, dossiers et documents n°338, juillet-août 2009. pp. 2-3.
- Lefort C., *L'invention démocratique, les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1998.
- Lemarchand F., « Vers des sociétés épidémiques », in Dupont Y. (dir), *Dictionnaire des risques*, Paris, Armand Colin, 2007. (pp. 192-204)
- Lemarchand F., *La vie contaminée, éléments pour une socio-anthropologie des sociétés épidémiques*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Rist G., *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996, réédition 2007

Roqueplo Ph., *Penser la technique*, Seuil, Paris, 1983.

Sebald G. W., *De la destruction comme élément d'une histoire naturelle*, Arles, Actes Sud, 2004.

Séralini G.-E., *Le sursis de l'espèce humaine*, Paris, Belfond, 1997.

Virilio P., *Esthétique de la disparition*, Éditions Balland, Paris, 1980 ré-édition Galilée, Paris, 1989

Virilio P., *Guerre et cinéma, Logistique de la perception*, Éditions de l'Étoile, collection «Essais», Paris, 1984

Virilio P., *L'Art du moteur*, Éditions Galilée, collection «L'Espace Critique», Paris, 1993

Virilio, P., *La Machine de vision*, Éditions Galilée, collection «L'Espace Critique», Paris, 1992

Le Monde, dossiers et documents n°338, juillet-août 2009. pp. 2-3.